

# révoltes

12 février 2006  
Suppl au n° 9 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**Le gouvernement Chirac Villepin a fait adopter le CPE par les députés UMP.**

**Toutes les organisations de la jeunesse, les syndicats, le PS et le PCF continuent d'exiger le RETRAIT du Contrat Première Embauche (CPE). Mais....**

**COMBATTRE POUR LE RETRAIT DU CPE IMPLIQUE DE SE PRONONCER  
POUR LE DÉPART IMMÉDIAT DE CE GOUVERNEMENT ILLÉGITIME,  
ET DE CES DÉPUTÉS UMP-UDF MINORITAIRES DANS LE PAYS.**

## **Une poignée de députés UMP vote la loi Chirac -Villepin.**

Dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 février, alors que l'Assemblée Nationale était quasi déserte, une poignée de députés UMP a voté l'article de la loi Borloo qui met en place le Contrat Précarité Embauche : il y avait 26 députés UMP présents! Alors que par centaines de milliers, les lycéens, les étudiants, les travailleurs manifestaient contre ce projet, c'est une poignée de députés aux ordres de ce gouvernement qui a voté en pleine nuit le texte le plus violent jamais voté depuis des années contre le jeunesse .

Le jeudi, Chirac et Villepin ont poursuivi leur offensive: à l'Assemblée, Villepin a annoncé le recours à l'article 49 ter pour faire passer tout le reste de la loi Borloo. Cet article 49 ter est une arme caractéristique de la Vème République, au service du Président-bonaparte ; cette procédure bloque toute discussion et tout vote : le gouvernement exige de sa majorité UMP aux ordres qu'elle lui accorde « la confiance ». Sauf vote d'une motion de censure, le texte est alors adopté.

## **Où étaient les députés du PS et du PCF ?**

Le PS et le PCF avaient déclaré, la veille encore, qu'ils se battraient « jusqu'au bout » contre le CPE, mais à 2 heures du matin il restait un seul député du PCF dans la salle et 9 députés du PS. Où étaient les autres ? Ils dormaient ! Et le coup était monté d'avance : c'est la raison pour laquelle seuls quelques députés UMP avait pris la peine de rester à l'Assemblée. Bien qu'il y ait près de 600 députés à l'Assemblée, l'UMP savait qu'ils pourraient être majoritaires à 26.

## **Ce qui permet cette offensive.**

Tandis que la jeunesse et les travailleurs se mobilisent contre le Contrat première embauche, qu'est-ce qui permet à ce gouvernement de poursuivre son offensive ? Qu'est-ce qui lui donne cette audace, alors même que les élections de 2004 (régionales puis européennes) ainsi que le référendum du 29 mai 2005 ont prouvé qu'il était très minoritaire dans le pays ?

Pour répondre à cette question, il suffit d'observer les déclarations des députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale. Pendant huit jours, ils ont multiplié les interventions et les procédures mais pas une seule fois, **pas une seule**, il n'y a eu un seul député du PS ou du PCF qui ait dit cette chose toute simple à l'adresse du gouvernement : « **vous êtes désormais ultra minoritaires dans ce pays, vous êtes illégitimes, la jeunesse et la population laborieuse exigent votre départ immédiat** ». Au contraire, F. Hollande et MG Buffet répètent qu'on ne peut rien changer avant les élections de 2007, au moins.

De même, c'est parce que les dirigeants des syndicats ne veulent pas menacer l'existence de ce gouvernement qu'ils freinent la mobilisation. Certes, ils ont – le 22 janvier - appelé à manifester mais ...pour le 7 février, c'est-à-dire la première semaine de vacances scolaires dans la région parisienne ! Et ils n'ont pas lancé d'appel à la grève (simplement ont-ils déposé un préavis), ce qui a limité la participation des salariés. Pour la même raison, ils n'ont pas appelé à une manifestation centrale à l'Assemblée contre le Contrat première embauche, et contre la prétendue « majorité » UMP.

## C'est aujourd'hui qu'il faut infliger une défaite à ce gouvernement.

La masse des travailleurs a certes la ferme intention de tout faire pour chasser ce gouvernement et cette majorité à la prochaine échéance électorale. Mais laisser ce gouvernement en place jusqu'en 2007, c'est lui permettre de porter de nouveaux coups, c'est rendre plus difficile l'élection d'une majorité de députés du PS et PCF et c'est préparer un gouvernement d'alliance avec des partis bourgeois (voire le maintien pur et simple de Villepin ou de Sarkozy).

Or les dirigeants syndicaux **ont repoussé jusqu'au 7 mars** prochain la perspective de nouvelles manifestations, alors que des manifestations étaient déjà prévues par les organisations de jeunes pour les 14 et 16 février. Ils voudraient isoler la jeunesse qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Ceci encourage Villepin à poursuivre son offensive; la mise en place du CPE prépare la destruction de tous les CDI (Contrats à durée indéterminée) et du Code du travail (le gouvernement annonce la « réécriture » du Code du travail, c'est-à-dire sa dislocation ; cette réécriture a été préparée par des discussions avec les bureaucrates syndicaux).

### **Aucun « contre projet » ! Retrait pur et simple du CPE ! Défense du CDI et du code du travail !**

Ce que veut la jeunesse, c'est le même contrat pour tous : le CDI dans le privé, et la création massive de postes de titulaires dans la Fonction publique.

Le mouvement spontané de la jeunesse peut submerger les obstacles mis au combat contre le CPE et contre le gouvernement. Ceci implique l'organisation de la mobilisation par la jeunesse elle-même et sous son contrôle : Assemblées Générales, délégués élus et Comités de grèves. C'est par ce mouvement qu'elle peut imposer à l'ensemble des organisations de la jeunesse qu'elles décident dans l'unité : Assez de ce gouvernement ! Grève Générale et manifestation à l'Assemblée nationale ! Aucune contre-proposition ! Défense inconditionnelle du CDI !

De même: imposer aux organisations syndicales et politiques (qui disent vouloir le retrait du CPE) l'appel à la grève et la manifestation centrale à l'Assemblée de tous les travailleurs avec la jeunesse.

#### **Aucune « contre proposition »**

Face aux projets du gouvernement, le PS et le PCF font des contre-propositions qu'ils veulent « *mettre à la place du CPE* » : Fabius propose « *un Contrat d'insertion en alternance* » ; Hollande propose « *un CDI avec volet formation financé par l'État* ». Strauss Kahn propose « *un plan de formation par alternance* » et Ségolène Royale « *des emplois tremplins* ». Quant au PCF et à la CGT, ils mettent en avant des contrats qui deviendraient individualisés sous la forme d'un « *parcours sécurisé pour l'emploi* ».

Tous ces projets sont inacceptables. Ils remettent en cause le droit des jeunes à un CDI qui tienne compte de leur qualification ; ces projets remettent en cause la notion de contrat identique pour tous.

Une seule exigence : **Retrait du CPE, retrait du CNE ! Défense du CDI !** Aucune « réécriture » du code du travail ! Création massive de postes de titulaires aux concours de la fonction publique ; rétablissement de tous les postes supprimés.

#### **Non à l'embrigadement de la jeunesse !**

##### **Non au travail gratuit !**

##### **À bas le projet de « service civique obligatoire » !**

La presse chrétienne vient d'engager une campagne pour la création d'un « service civique obligatoire » : pendant six mois ou plus, les jeunes seraient obligés de travailler **gratuitement** au compte de l'État ou d'associations diverses sous prétexte de « *fraternité et de solidarité* ».

Ils veulent « un service citoyen » pour remplacer le service militaire supprimé il y a trois ans. Ainsi, les jeunes n'ont plus le droit d'apprendre à se servir des armes, mais ils devraient aller se faire embrigader au service de l'État ou d'organisations elles-mêmes au service de l'État ?

Cette campagne est soutenue par plusieurs centaines de députés. Qu'on y trouve la masse réactionnaire de l'UMP et l'UDF, quoi de plus normal !

Mais qu'on y trouve une masse de députés du PS et du PCF, avec des sénateurs de ces deux partis, est inacceptable. Qu'ils cessent de soutenir l'UMP et l'UDF ! **Qu'ils retirent leur signature !**

La jeunesse doit s'organiser pour mettre en échec cette canaillerie. Il y a en effet urgence : l'UDF a annoncé un amendement à la loi Borloo pour rendre obligatoire le service civique.

**Ce que veut Révoltes** : construire une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse, une organisation qui combatte sur la perspective d'en finir avec le capitalisme ; sur cette perspective, **Révoltes** milite pour l'unité de toutes les organisations ouvrières et de la jeunesse, pour un gouvernement du Front unique.